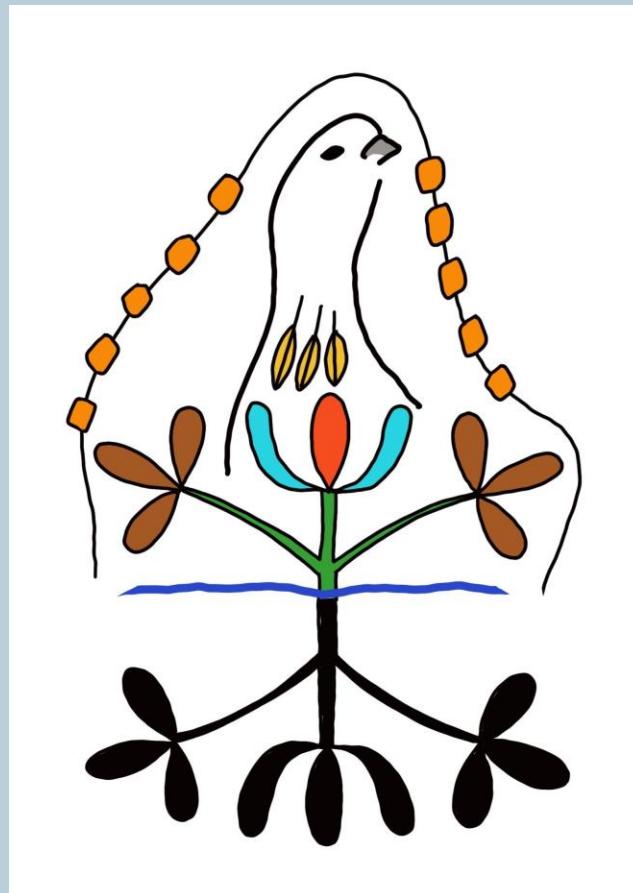


LES ENVOLÉES DU LAGOPÈDE – 2025/2

L’Institut MacDonald Laurier, le Réseau Atlas et les peuples autochtones: engagement pour la réconciliation ou reproduction du colonialisme économique?

Paul Bégin Duchesne



UQAC

Laboratoire Autodéterminations /
Gouvernementalités et
ontologies politiques extractives /
Démarches enracinées (Lagopède)
Université du Québec à Chicoutimi

L'INSTITUT MACDONALD LAURIER, LE RÉSEAU ATLAS ET LES PEUPLES AUTOCHTONES : ENGAGEMENT POUR LA RÉCONCILIATION OU REPRODUCTION DU COLONIALISME ÉCONOMIQUE?

Paul Bégin Duchesne ©

Collection: Les Envolées du Lagopède

Édition: 2025/2

Coordination de l'édition: Étienne ROY GRÉGOIRE

Édition finale et mise en forme: Charles GAGNON-GILBERT

Lagopède

Université du Québec à Chicoutimi

555, boul. de l'Université

Chicoutimi (Québec)

G7H 2B1

Dépôt légal – 2025

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN : 978-2-925285-08-3

Citation : Bégin Duchesne P. (2025). *L'institut Macdonald Laurier, le Réseau Atlas et les peuples autochtones: engagement pour la réconciliation ou reproduction du colonialisme économique?* Chicoutimi: Lagopède

L'Institut MacDonald Laurier, le Réseau Atlas et les peuples autochtones : engagement pour la réconciliation ou reproduction du colonialisme économique?

Paul Bégin-Duchesne*

RÉSUMÉ – ABSTRACT - RESUMEN

Résumé — L'Institut MacDonald Laurier (IML), « think tank » affilié au Réseau Atlas, a déployé dès sa fondation des ressources importantes pour consolider des appuis chez des alliés non traditionnels des projets de développement énergétiques et de ressources naturelles : les peuples autochtones du Canada. L'IML a su mobiliser différents acteurs autochtones des milieux académiques et du monde des affaires pour renforcer l'acceptabilité sociale des grands projets. Pour ce faire, l'IML a mis en place une stratégie du discours multidirectionnelle visant : le public allochtone et autochtone ainsi que les gouvernements et institutions allochtones et autochtones. Dans cet essai, nous posons l'hypothèse que l'IML a constitué un paradiscours de la réconciliation qui ignore les règles classiques de la délibération en ce que les preuves inhérentes à son discours sont généralement vraisemblables, mais s'accompagnent d'une fictionalisation des preuves externes au discours. On serait alors autorisé à s'inquiéter d'une stratégie de cooptation de l'enjeu de l'autodétermination autochtone.

Mots-clés: études autochtones, think tank, analyse de discours

Abstract — The MacDonald Laurier Institute (MLI), a “think tank” affiliated with the Atlas Network, has deployed significant resources since its founding to build support among non-traditional allies for energy and natural resource development projects: the Indigenous Peoples of Canada. MLI has successfully mobilized various Indigenous actors from academic and business sectors to strengthen the social acceptability of major projects. To achieve this, MLI has implemented a multidirectional communication strategy targeting both non-Indigenous and Indigenous publics, as well as non-Indigenous and Indigenous governments and institutions. In this essay, we hypothesize that the IML has constituted a paradiscourse of reconciliation that disregards the classical rules of deliberation, as the evidence inherent in its discourse is generally plausible but is accompanied by a fictionalization of external evidence. This would then justify concerns about a strategy of co-opting the issue of Indigenous self-determination.

Keywords: indigenous studies, think thank, discourse analysis

Resumen — El Instituto MacDonald Laurier, un « think tank » afiliado a la Red Atlas, ha desplegado importantes recursos desde su fundación para consolidar apoyos entre aliados no tradicionales de los proyectos de desarrollo energético y de recursos naturales: los pueblos indígenas de Canadá. El IML ha logrado movilizar a diversos actores indígenas de los ámbitos académicos y empresariales para reforzar la aceptación social de los grandes proyectos.

* Paul Bégin Duchesne est coordonnateur de la chaire multidisciplinaire de formation et de recherche Teshipitakan. Diplômé de l'UQAC de la maîtrise en lettres, ses intérêts de recherche couvrent les textes de la Nouvelle-France, les littératures autochtones ainsi que la genèse et l'évolution du discours colonial au Canada. Contact: pbduches@uqac.ca

© 2025 Bégin Duchesne. Ceci est un article en libre accès distribué sous les termes de la licence Creative Commons [CC BY-NC-SA](#), qui permet une utilisation, une distribution et une reproduction sans restriction, à condition que l'auteur original et la source soient crédités.

Para ello, el IML ha puesto en marcha una estrategia de discurso multidireccional dirigida al público no indígena e indígena, así como a los gobiernos e instituciones no indígenas e indígenas. En este ensayo, planteamos la hipótesis de que el IML ha constituido un paradisco de la reconciliación que ignora las reglas clásicas de la deliberación, ya que las pruebas inherentes a su discurso son generalmente verosímiles, pero van acompañadas de una ficcionalización de las pruebas externas al discurso. Esto justificaría entonces la preocupación por una estrategia de cooptación de la cuestión de la autodeterminación indígena.

Palabras clave: estudios indígenas, think tank, análisis del discurso

INTRODUCTION

Par le biais de différentes associations affiliées, le Réseau Atlas a consolidé sa présence au Canada bien avant la fondation de l’Institut MacDonald Laurier (IML) en 2010. Malgré son caractère récent, les activités de lobbyisme de l’IML ont déjà fait couler beaucoup d’encre. En juillet 2022, le quotidien *The Guardian* rapportait les efforts concertés de l’IML et du Réseau Atlas pour dissuader la Chambre des communes d’adopter la loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) (Dembicki, 2022). Peu après avoir remporté cette victoire, l’IML et Atlas ont cherché à consolider leurs appuis au sein de membres des Nations Autochtones associés au milieu des affaires. C’est dans ce contexte qu’émerge un paradiscours sur la réconciliation et l’autodétermination des Premiers Peuples du Canada dans leurs publications et leurs discours publics.

Cet article s’intéresse au Réseau Atlas et à sa filière l’Institut MacDonald Laurier du point de vue des sciences du discours et des études de la décolonisation. Dans cet essai, nous posons l’hypothèse que l’IML a constitué un paradiscours de la réconciliation ignorant certaines des règles classiques de la délibération en ce que les preuves inhérentes à son discours sont généralement vraisemblables, mais s’accompagnent d’une fictionnalisation des preuves externes au discours.

QU’EST-CE QUE LE RÉSEAU ATLAS?

En 1955 Anthony Fisher fonde l’Institut des affaires économiques, sous son impulsion Atlas¹ est fondé officiellement en 1981 et devient le Réseau Atlas en 2011, un réseau transnational d’organisations faisant la promotion du libre marché et des idées du néolibéralisme. L’efficacité de l’Institut dans la diffusion des idées néolibérales dans les milieux politiques et l’opinion publique britannique est indéniable dans les années 70 et 80. Cette impulsion donnée par l’IAE pousse Fischer à chercher l’adhésion de figures politiques néolibérales et d’intellectuels clés de la « Société du Mont-Pèlerin » tels que Margaret Thatcher, Friedrich A. Hayek, et Milton Friedman. Ces appuis ont permis à Fischer de lever les fonds nécessaires à l’incorporation d’Atlas et à la fondation de sa société sœur au Canada tout en soutenant activement le développement des premiers « think tanks » canadiens, par exemple l’Institut Fraser. D’un modeste budget de 150 000\$ avec ses filières américaine et canadienne en 1981, Atlas opère en 2020 dans 96 pays avec 457 organisations affiliées² avec un budget de 15 millions de dollars (Djelic et Mousavi, 2020.). L’Institut MacDonald Laurier est le fruit des expansions récentes du réseau.

¹ Nous utiliserons « Atlas » tout au long de cet essai, mais l’Institut des affaires économiques a eu plusieurs noms différents de 1955 à 2011.

² Ce montant n’inclut pas les budgets de fonctionnement individuels des laboratoires d’idées affiliés.

Le discours porté par Atlas s'incarne à travers des organisations usant de rhétoriques diversifiées : au Québec, par exemple, les textes de l'Institut Économique de Montréal³ (Atlas Network, 2017.) couvrent plusieurs registres de discours, mais la composante principale demeure l'argument économique classique alors que des organisations plus récentes comme l'IML et Turning Point USA n'hésitent pas à faire usage d'un style polémique ainsi que des procédés du discours y étant associés. Atlas s'adresse à différents publics selon différentes modalités de discours avec le soutien d'organisations protéiformes, ce qui explique une partie de ses succès dans la transmission des idées néolibérales dans les milieux politiques et institutionnels, ainsi que dans différents champs de l'opinion publique.

L'INSTITUT MACDONALD LAURIER ET LES PEUPLES AUTOCHTONES

On pourrait penser qu'un « think tank » de la constellation néolibérale aurait bien peu d'intérêt pour les affaires autochtones au Canada, pourtant l'IML est actif à partir de 2010 sur les questions relatives aux Premiers peuples du Canada. Dès sa fondation, l'IML lance « Libres d'apprendre » une étude visant à inciter le gouvernement fédéral à réformer le Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire destiné aux apprenants autochtones (IML, 15 mars 2010). L'étude reçoit l'appui du sénateur autochtone Patrick Brazeau, ce qui permet à un de ses co-auteurs de s'exprimer devant le Comité permanent des Affaires sociales, de la Science et de la technologie du Sénat canadien (IML, 31 mars 2010.). L'étude elle-même est coécrite par Calvin Helin⁴, entrepreneur et écrivain autochtone, et reçoit l'appui de personnalités autochtones du milieu politique et du domaine de l'éducation, ce qui lui confère une certaine légitimité. S'appuyant sur une rhétorique mobilisant les libertés individuelles, l'empowerment de la jeunesse autochtone et l'incompétence du gouvernement fédéral, l'étude prétend respecter l'autodétermination tout en décrivant les Conseils de bande comme des institutions systématiquement corrompues :

The federal government, through its PSSSP [...], offers significant funding [...] Yet the program, in which Indian bands receive block funding and are expected to provide it to Indian youth, is not achieving its goal. There is widespread evidence of misused funds, regional disparities, rationing, and wait-listed students. [...] If Canada wants to harness the potential of Indian students, this program needs to change, and it needs to change soon. Fundamentally, this requires ensuring that authority for post-secondary education rests with Indian youth, not band councils. [...] It would maintain « Indian Control of Indian Education », providing Indian students with the incentive and the means to complete their secondary education and move onto post-secondary studies (Helin et Snow, IML, 2010).

L'IML cherche aussi à consolider l'appui des personnes autochtones en publiant sur des sujets variés : la reconnaissance du génocide culturel, la réconciliation économique et les droits issus des traités notamment. Lorsque Ken Coates rejoint l'IML en tant que directeur des affaires autochtones, les activités de relations publiques s'intensifient. En 2015, Coates appelle à la réconciliation et se porte à la défense de « l'héritage » du mouvement Idle No More (Coates, Huffington Post, 2015). Le point de bascule pour l'IML se situe en 2018, lors des discussions entourant le projet de loi C-262 sur l'adoption par le Canada de la DNUDPA. Ce sont Ken Coates et Dwight Newman qui vont au front pour l'IML en faisant essentiellement l'éloge de « l'esprit » de la DNUDPA tout en soutenant l'idée que sa mise en œuvre n'est pas à l'avantage des Peuples Autochtones : « [IML] has played a vital role in the legislative process. For example, their important contributions to the public debate around Bill C-262 revealed that, while well intended, the proposal was potentially harmful to the Indigenous population » (Réseau Atlas, 2018). Dès lors, l'IML défend une « approche législative individuelle » avec les Premiers Peuples qui exclut l'adoption de la DNUDPA, décrite comme n'étant pas suffisamment

³ L'ensemble des informations spécifiques aux membres d'Atlas est disponible via Wayback Machine, le projet d'archive web. Atlas a supprimé son répertoire à une date inconnue, mais l'information est facilement accessible via l'outil.

⁴ Calvin Helin (Tsimshian village community of Lax Kw'alaams) est auteur et actuellement président-directeur général de Eagle Group of Companies Holdings, un regroupement d'entreprises actives dans le transport de biens de consommations.

spécifique, au profit d'une approche qui serait prétendument plus respectueuse de la vaste diversité des peuples autochtones du Canada (Réseau Atlas, 2020).

2018 : L'ÉTUDE DE CAS FANTÔME⁵

En 2018, Atlas publie sur son site web une étude de cas de l'IML : *Aboriginal Canada and the Natural Resource Economy Project : Engaging non-traditional allies to create free-market change*⁶. Ce document doit être manipulé avec prudence pour deux raisons : d'abord, l'IML mentionne que seul un nombre restreint de ses membres y ont travaillé; ensuite, l'Assemblée des Premières Nations (APN) dément formellement que le projet ait été commandé par elle comme l'étude le mentionne. Le discours qui s'y déploie mérite néanmoins qu'on s'y intéresse, ne serait-ce que pour souligner sa filiation dans le discours actuel de l'IML.

L'étude affirme que le « projet » a toujours fait partie des orientations de l'IML, mais que l'organisation avait besoin d'un leader sur les questions autochtones pour le mener à bien, qu'il trouve en la personne de Ken Coates⁷. L'IML se targue également d'avoir utilisé différents moyens pour faire la promotion de nouvelles idées pour le développement des communautés autochtones : « Through research papers, commentaries and op-eds, speaking engagements, conferences, and a series of videos, MLI created a new, market oriented, opportunity-based vision for Aboriginal self-sufficiency based on resource development, Indigenous autonomy, and strong economic partnerships » (Réseau Atlas et IML, 2018). Tous ces moyens concordent avec les différentes activités de Coates jusqu'en 2018.

Coates aurait également créé un comité consultatif autochtone, composé d'économistes autochtones « réformistes », de leaders du milieu des affaires, d'avocats, d'analystes de politiques publiques et d'intellectuels. On mentionne que ce comité regroupe douze membres, mais pas la date du début de ses activités. Ce comité aurait déterminé que le projet devrait : « [...] encourage policies that allow Canada's Indigenous population to benefit from mining and energy development by promoting their usage and development of natural resources such as gas, potash, uranium, and oil located on their lands » (Réseau Atlas et IML, 2018). Afin de soutenir ces objectifs, le comité a commandé 13 études et deux rapports spéciaux, dont au moins trois documents sont nommés dans l'étude et toujours disponibles dans les archives de l'IML. En 2016, Coates et Blaine Flavel⁸ ont publié deux études visant à éduquer le grand public sur les risques de l'adoption de la DNUDPA et de l'adoption d'une loi demandant aux promoteurs de projets économiques l'obtention du Consentement préalable, libre et éclairé (CPLE) des Premiers Peuples. La publication de ces études a été suivie d'une :

[...] sophisticated communications and outreach strategy to persuade the government, businesses, and Aboriginal communities [...] This communications and outreach strategy pressured the government to reverse its support of UNDRIP and educated businesses and Aboriginal communities about the full implications of adopting UNDRIP. Due in large part to its Advisory Committee, MLI was able to navigate the potential political minefield associated with this divisive issue [...] (Réseau Atlas et IML, 2018).

Cette capacité multidirectionnelle des laboratoires d'idées comme l'IML a retenu l'attention du politologue associé au groupe de recherche *Globalization, Work, and Production* du Berlin Social Science Center Dieter Plehwe, capacité dont l'efficacité se mesure selon lui au

⁵ À défaut d'un meilleur qualificatif, nous utilisons « fantôme » puisque l'IML s'est contenté de retirer l'étude de son site sans formellement désavouer son contenu.

⁶ Cette étude disparaît rapidement du site d'Atlas, mais est facilement accessible via Wayback Machine. Différentes contextes politiques internes et externes à l'IML, ont pu expliquer le retrait de l'étude, mais cette discussion déborde du cadre de cet essai.

⁷ Les sources (Réseau Atlas et IML, 2018) indiquent que les origines du projet remontent à 2013, au moment où il rejoint l'IML.

⁸ Blaine Flavel (Plain Cree, ancien chef de la Nation Poundmaker) est décrit dans l'étude comme un avocat spécialisé en ressources naturelles, il est actuellement président-directeur général de One Earth Oil and Gas. Figure importante du mouvement de « réconciliation économique » il a été à l'avant plan de la fondation de la First Nations Bank of Canada et de la Saskatchewan Indian Gaming Authority (Gestion de casinos et salons de jeux), à l'extérieur du secteur privé il a également travaillé pour différentes organisations autochtones à but non lucratif.

financement, à l'effectif et à l'acceptabilité publique ou morale de leur discours (Plehwe, 2014). En ce sens, l'étude conclut que durant les cinq premières années du projet, l'IML a vu son budget et son effectif professionnel doubler et que ce succès est attribuable aux partenariats et commandites associés au *Natural Resource Economy Project*. Le projet serait responsable, à lui seul, de 500 000 \$ en dons et commandites de la part du secteur privé et d'organisations autochtones et allochtones (Réseau Atlas et IML, 2018).

RÉCONCILIATION ÉCONOMIQUE OU REPRODUCTION DU COLONIALISME? LE DISCOURS EN QUESTION

D'une certaine manière, le discours de réconciliation développé et déployé par Ken Coates à partir de 2013 semble éclipsé par cette étude de 2018 concluant, en fin de compte, sur une stratégie de promotion des grands projets énergétiques et miniers auprès des Premiers Peuples.

On peut poser l'hypothèse que le déploiement d'une stratégie préalable dans le discours est ici équivalent au bris du quatrième mur en dramaturgie, affectant dès lors tout l'édifice de la mise en scène. Le tournant opéré dans le discours de l'IML à partir de 2018 laisse à penser que le *Natural Resource Economy Project* est destiné à renforcer l'acceptabilité sociale, auprès des Premiers Peuples, du développement des ressources naturelles et énergétiques. Elle permet aussi, dans l'espace public, de contrecarrer le discours selon lequel l'exploitation de ces ressources souffrirait d'un déficit de légitimité des suites de conflits répétés avec des communautés autochtones. D'ailleurs le discours de l'IML minimise fréquemment l'intensité et la fréquence desdits conflits.

Ce faisant, IML promeut des ontologies politiques néolibérales, voire des idées associées à une certaine droite populiste. Ainsi, les publications récentes de l'IML usent plus régulièrement du style polémique pour critiquer les politiques fédérales et les revendications des militants écologistes qu'il associe à du « greenwashing » (IML, novembre, 2024). Certaines publications reprennent ainsi habilement le langage des théories de la décolonisation, en affirmant que des groupes militants propalestiniens « cooptent » des rassemblements et manifestations autochtones ou bien pratiquent l'« appropriation coloniale » (Settler appropriation). Ces deux exemples figurent parmi les plus radicaux mis de l'avant. Si l'IML utilise toujours un style didactique dont le ton est davantage journalistique, ses différents collaborateurs autochtones sont porteurs d'un style polémique qui semble gagner en popularité à partir de 2018. Par ailleurs, le nombre de publications à teneur polémique explose à partir de 2022 (voir annexe).

On peut donc se demander s'il s'agit de reproduction du colonialisme ou d'un discours de réconciliation? La réponse n'est pas simple. D'un côté, l'IML a su mobiliser et mettre de l'avant différentes voix autochtones; de l'autre, des composantes essentielles au processus de réconciliation au Canada - notamment les notions de vérité et de guérison (CVR, 2015) - sont évacuées du discours. L'IML n'hésite pas à s'appuyer sur des demi-vérités et des contrevérités pour soutenir son discours de réconciliation : les conseils de bande sont corrompus; les environnementalistes sont les nouveaux « missionnaires »; les ONG environnementales abusent des communautés autochtones; le développement pétrolier et gazier est synonyme de prospérité pour les Premières Nations, etc. (voir la liste des articles sélectionnés en annexe).

Depuis 2022, l'IML développe ainsi la notion « d'éco-colonialisme », terme encapsulant l'ensemble de ce paradiscours : si vous entravez le développement de projets énergétiques et de ressources naturelles, vous entravez le développement des Premières Nations et vous reproduisez le colonialisme (IML, Coates *et al.* 2025). Dès lors, l'idée de nation ou de nationalisme autochtones ne repose plus sur des marqueurs culturels, sur la langue ou sur la nature de la relation au territoire, mais sur le droit pour les Peuples Autochtones de se tailler une place dans le libre marché de l'économie capitaliste. Suivant Žižek, on pourrait dire qu'en fonction de ce concept de nation fétichisé, l'essentiel n'est pas la réalisation d'un « idéal national » – celui d'une société autochtone autodéterminée et décolonisée – mais la mobilisation

de cet idéal pour soutenir les intérêts de certains promoteurs et entrepreneurs autochtones ou allochtones (Žižek, 2023).

PARADIS COURS DE L'IML : QUELLE VRAISEM BLANCE DISCURSIVE?

Fondement du discours occidental, et suivant Aristote, la rhétorique doit nous permettre de distinguer ce qui est probable, de ce qui n'a que l'apparence de la probabilité (Aristote, 2014). Bien que la rhétorique ait été et soit toujours un puissant outil des politiques coloniales du Canada, le métadiscours qu'elle porte est garant de sa réhabilitation comme modèle d'analyse et de réflexivité sur toute forme de discours. En tant que modèle théorique, la rhétorique offre des pistes de réflexion relatives aux questions suivantes : quel niveau de vraisemblance y a-t-il dans le discours de réconciliation de l'IML? De quelles qualités sont les preuves inhérentes et les preuves préexistantes au discours?

Beaucoup d'éléments sont probables dans les preuves inhérentes au discours de l'IML. Il est probable que les investissements autochtones dans les projets de ressources naturelles et d'énergie mènent à des retombées économiques pour ces peuples. Il est également probable que des changements dans les programmes fédéraux de financement de l'éducation puissent améliorer la situation de la jeunesse. Il est en apparence moins probable que les groupes environnementaux solidaires d'une partie des populations autochtones opposés aux projets ne soient en fait que des « éco-colons », ou que certains groupes militants « cooptent » les enjeux autochtones pour leur propre bénéfice étant donné que ces militants se sont positionnés en alliés de certains membres des Premières Nations. L'hypocrisie supposée des groupes écologistes s'appuie sur une éthique perlocutoire en vertu de laquelle la prétendue duplicité de ces groupes justifie le déploiement d'un discours stigmatisant et policier à leur endroit. Certaines des preuves préexistantes au discours permettent toutefois de supposer que ces problèmes qu'on tente de lier à la communication et à la transparence sont plutôt des enjeux liés à des dissidences politiques légitimes dans une logique démocratique. (Roy Grégoire et Anzuelo, 2025).

On est également autorisé de s'inquiéter que l'IML « coopte » l'autodétermination des Premières Nations en matière économique pour faire avancer ses intérêts ou renforcer le colonialisme économique en soutenant des personnes, groupes ou entreprises autochtones favorables aux grands projets. Les preuves inhérentes limitent considérablement notre compréhension de la réalité, puisqu'en rhétorique on ne délibère jamais sur les « choses éternelles », comme la vérité, mais sur les sujets dont l'issue est indéterminée. C'est dans l'analyse des preuves externes au discours et préexistantes à celui-ci que l'on s'approche de la vraisemblance. Les lois, traités, déclarations nationales et internationales, la gouvernance locale des conseils de bande, les Ententes sur les répercussions et les avantages (ERA) et ententes diverses entre entreprises, Premières Nations et gouvernements sont essentielles puisqu'elles composent le contexte dans lequel a lieu la délibération : c'est l'extérieur du « forum » (Aristote, 2014). La DNUDPA par exemple, garantit aux Peuples Autochtones des droits économiques (Article 23) et de développement des ressources naturelles (Article 26); malgré cela, l'IML s'y est opposé – peut-être parce que la DNUDPA met ces droits en relation avec le droit inhérent des Peuples à l'autodétermination et à l'expression de juridictions autochtones sur ces ressources (Motard et Houde, 2023), ce qui contredirait les prescriptions de l'IML qui tendent à favoriser le plus possible l'autonomie des entreprises en matière de gouvernance des ressources naturelles. Les droits issus des traités sont également absents du discours, de même qu'une discussion plus approfondie sur les bénéfices supposés des ERA (O'Faircheallaigh 2016, Motard 2019, Roy Grégoire, 2020). Le discours de l'IML se construit sans considération pour l'essentiel des preuves externes qui fondent le contexte de la délibération.

CONCLUSION

L'Institut MacDonald Laurier, filière d'Atlas, a su constituer un paradiscours de la réconciliation qui ignore certaines des règles classiques de la délibération. Les preuves

inhérentes à son discours sont généralement vraisemblables, mais s'accompagnent d'une fictionnalisation des preuves externes au discours. On peut penser que les éléments de vraisemblance du discours lui garantissent une certaine traction au sein des communautés autochtones et non-autochtones. L'impact recherché par le discours, cependant, tient à la consolidation d'une réalité alternative dont la fictionnalisation conditionne la possibilité.

Le *Natural Resource Economy Project* a été une entreprise extrêmement lucrative pour l'IML. Si ce n'était des indices herméneutiques fournis par son rapport fantôme, on aurait pu y voir un engagement authentique de la droite néolibérale pour la réconciliation. Différentes figures autochtones se sont jointes à l'IML dans le cadre du projet et la plupart d'entre-elles sont devenus des contributeurs réguliers de l'IML à partir de 2018 en adoptant volontiers un ton polémiste. Ces contributeurs ont en outre été liés de près ou de loin au secteur énergétique, au secteur des ressources naturelles ou bien au milieu des affaires.

Les limites de la rhétorique se situent au niveau de l'éthique. Le discours cherche toujours soit le « bon » soit le « bien »; leur détermination est cependant tributaire de l'opinion du rhéteur. Pour mieux cerner le discours de l'IML et d'autres laboratoires d'idées appartenant à la même constellation idéologique, il convient de se pencher plus largement sur les preuves externes au discours, notamment sur le droit autochtone et sur les ERA, qui sont les sites principaux de la négociation entre les Peuples Autochtones et les systèmes allochtones dans le domaine du développement économique et des ressources naturelles.

RÉFÉRENCES

- Atlas Network. (2020). *MLI promotes individualistic legislative approach for Canada's indigenous communities*. 6 août 2020. <https://www.atlasnetwork.org/articles/mli-promotes-individualistic-legislative-approach-for-canadas-indigenous-communities>
- Atlas Network. (2017). *Atlas Network members 2016-2017*. Téléchargement via Desmog et source via Wayback Machine. https://www.desmog.com/wp-content/uploads/files/Atlas%20Network%20Members%202016%20vs%202017_1.xls
- Atlas Network et Macdonald Laurier Institute. (2018). *Aboriginal Canada and the Natural Resource Economy Project : Engaging non-traditional allies to create free-market change*. https://web.archive.org/web/20190331220550/https://www.atlasnetwork.org/assets/uploads/misc/MLI_Aboriginal_Canada_Case_Study_Final.pdf
- Aristote. (2014). *Oeuvres : éthiques, politique, rhétorique, poétique, métaphysique*. Gallimard.
- Canada. (2018). *Standing Committee on Indigenous and Northern Affairs (INAN)* 42nd Parliament, 1st Session, Meeting No. 101. <https://www.ourcommons.ca/DocumentViewer/en/42-1/INAN/meeting-101/minutes>
- Chafuen, A. A. (2013). We See Thee Rise: Canada's Emerging Role In Policy Leadership, *Forbes*, 7 août 2017. <https://www.forbes.com/sites/alejandrochafuen/2013/08/06/we-see-thee-rise-canadas-emerging-role-in-policy-leadership/#61437f51268c>
- Dembicki, G. (2022). How a conservative US network undermined Indigenous energy rights in Canada. *The Guardian*. 18 juillet 2022. <https://www.theguardian.com/environment/2022/jul/18/conservative-us-network-undermined-indigenous-energy-rights-in-canada>
- Djelic, M. L., et Mousavi, R. (2020). How the neoliberal think tank went global: The atlas network, 1981 to the present. Dans *Nine lives of neoliberalism*, 257.
- Helin C. et Snow, D. (2010) Free to learn : Giving aboriginal youth control over their post-secondary education. *True North*. <https://macdonaldlaurier.ca/mli-files/pdf/FreeToLearn.pdf>

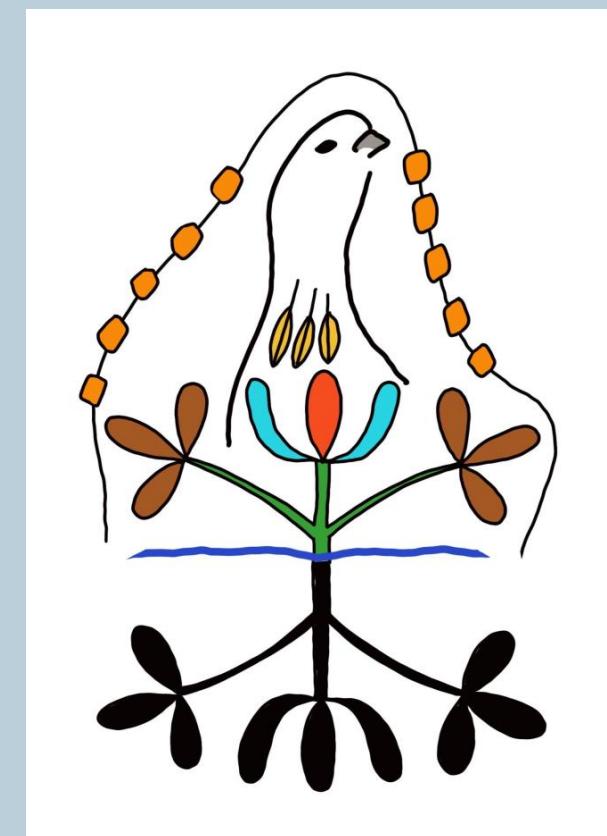
- IML [MacDonald Laurier Institute]. (2018 à 2025). *Issues : Indigenous affairs*.
<https://macdonaldlaurier.ca/category/issues/aboriginal-affairs/>
- Motard, G. (2019). Les dimensions collectives des ententes sur les répercussions et les avantages : bémol sur le discours du contrat privé. *Les Cahiers de droit*, 60(2), 395-450.
- Motard, G. et Houde, N. (2023). Honorer, respecter et exécuter les traités, accords et autres arrangements constructifs. *Les Cahiers du CIÉRA*, 51-58.
<https://doi.org/10.7202/1099220ar>
- Newman, D. (2018). *Written brief to House of commons standing committee on Indigenous and northern affairs*.
<https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/421/INAN/Brief/BR9762671/br-external/NewmanDwight-e.pdf>
- O'Faircheallaigh, C. (2016). *Negotiations in the indigenous world: aboriginal peoples and the extractive industry in Australia and Canada*. Routledge, Taylor & Francis Group.
- ONU. (2007). *Déclaration des Nations Unies sur les Droits des peuples autochtones*. Département des affaires économiques et sociales.
- Plehwe, D. (2014). Think tank networks and the knowledge-interest nexus: the case of climate change. *Critical Policy Studies*, Vol. 8, No. 1, 101-115.
<http://dx.doi.org/10.1080/19460171.2014.883859>
- Roy Grégoire, E. (2020). Gouvernementalité extractive et autodétermination au Canada. Écosystèmes normatifs et charge critique de l'inter-normativité. *Canadian Journal of Law & Society / La Revue canadienne droit et société*, 35(3), 455-475.
<https://doi.org/10.1017/cls.2020.22>
- Roy Grégoire, E. et Anzueto, M.-A. (s. d.). Hearts and mines. Communication, dissent and counterinsurgency around extractive projects from Canada to Colombia. *Critical Studies on Security*, 0(0), 1-22. <https://doi.org/10.1080/21624887.2024.2438539>
- Žižek, S. (2023). *Freedom A Disease Without Cure*. Bloomsbury Publishing Plc.
<https://public.ebookcentral.proquest.com/choice/PublicFullRecord.aspx?p=30751899>
- Dembicki, G. (2022). How a conservative US network undermined Indigenous energy rights in Canada. *The Guardian*. 18 juillet 2022.
<https://www.theguardian.com/environment/2022/jul/18/conservative-us-network-undermined-indigenous-energy-rights-in-canada>

ANNEXE (Sélection d'articles faite par l'auteur selon leur lien aux objectifs du *Natural Resource Economy Projet)**

Titre ou titre abrégé	Date	Style de discours
« Oppressive and paternalistic oil and gas “greenwashing” rules »	26-nov-24	Polémique
« Settler appropriation »	07-oct-24	Polémique
« Cooption of indigenous initiatives by anti-israel protesters »	30-sept-24	Polémique
« B.C. public health is being hijacked by woke agenda »	24-sept-24	Didactique (malgré le titre)
« Indigenous-led forestry »	10-juin-24	Didactique
« Indigenous ownership of oil and gas developments »	10-avr-24	Didactique
« ‘The new missionaries’ — environmentalists are trying to keep First Nations down »	13-févr-24	Polémique
« ban on oil and gas promotion revives paternalistic treatment of Indigenous peoples »	12-févr-24	Polémique
« Indigenous engagement with oil, gas and pipelines	05-déc-23	Didactique (Conférence)
« Indigenous Peoples and Critical Minerals »	23-nov-23	Didactique
« Don’t exclude oil and gas from Indigenous loan guarantees »	28-sept-23	Didactique
« ENGO’s misrepresent and abuse indigenous communities to interfere in resource development »	29-juin-23	Polémique
« Let Indigenous people prosper from oil and gas »	02-mars-23	Polémique
« How pipelines went from villain to hero in Indigenous reconciliation »	18-oct-22	Didactique
« Majority of Indigenous peoples support resource development »	01-sept-22	Didactique
« Climate extremists perpetuate eco-colonialism in the Guardian and Narwhal »	26-juil-22	Polémique
« Mining, Indigenous communities, and our resource-dependent future »	06-mai-22	Didactique (Conférence)
« Fossil fuel subsidies are used to support Indigenous communities »	31-mars-22	Didactique (Commission parlementaire)
« Reconciliation with Indigenous people is inseparable from resource development »	31-mars-22	Polémique
« Killing Canada’s world-class energy industry destroys Indigenous aspirations »	22-mars-22	Polémique
« Green policies have denied opportunities to First Nations, without any benefit to the planet»	25-oct-21	Polémique
« The Right to Say Yes on Resource Projects »	18-oct-21	Didactique
« By stifling pipelines, Trudeau is stifling opportunity for Indigenous people »	14-sept-21	Polémique
« The Trudeau government can no longer ‘freeze out’ pro-development First Nations »	11-août-21	Didactique
« Indigenous people want meaningful participation in the oil and gas sector »	08-juin-21	Didactique
« Does the cancellation of the Keystone XL pipeline hurt Indigenous people? Yes »	10-mars-21	Didactique
« Resource sector making progress on reconciliation »	09-déc-20	Didactique
« How Canada’s oil and gas industries assist in the project of reconciliation »	14-sept-20	Didactique
« Indigenous participation in energy sector »	03-déc-19	Didactique
Time Is Ripe for Indigenous Ownership of Trans Mountain	26-juin-19	Didactique
« Ottawa should suspend passage of C-69 »	14-juin-19	Polémique
« Indigenous senators must prevent Bill C-48 »	13-juin-19	Didactique
« Why some Indigenous people want to buy the Trans Mountain expansion pipeline »	15-janv-19	Didactique
« Government must consult First Nations who support development»	22-oct-18	Didactique
We are First Nations that support pipelines, when pipelines support First Nations	13-sept-18	Didactique
First Nations must have prominent, equal role in development projects	01-févr-18	Didactique

*Pour consulter la base de données sur Borealis :
<https://borealisdata.ca/dataset.xhtml?persistentId=doi:10.5683/SP3/NRA3HX>

**Collection dirigée par
Étienne Roy Grégoire
et
Charles Gagnon-Gilbert**



Imaginé par l'artiste ilnue ressortissante de la Nation des Pekuakamiulnuatsh Katia Kurtness: « Le logo du Lagopède, par ses différentes couleurs, représente les différents éléments de la Terre Mère : l'air, le feu, l'eau et la terre. Le reflet du motif, se retrouvant dans le sol, sans lumière, représente le reflet que sont les travaux du Lagopède sur les enjeux étudiés. La flore et la faune représentent les composantes de la terre. Le collier avec des perles représente le lien entre les partenaires, les chercheuses et les pays partenaires. Finalement, les plumes représentent les Premières Nations, mais également les 3 axes du Lagopède ».

UQAC

Laboratoire Autodéterminations /
Gouvernementalités et
ontologies politiques extractives /
Démarches enracinées (Lagopède)
Université du Québec à Chicoutimi